

**TA 29/ 1998/f**

**Programme d' évaluation des choix  
technologiques**

**du Conseil suisse de la science et de la technologie**

**PubliForum "Electricité et Société"**

**15 - 18 May 1998 à Berne**

**Rapport du panel de citoyens**

---

## Citizen Panel Report    Table des matières

Préface	5
1. PubliForum Electricité et Société: une nouvelle vision des choses	7
1.1. Pourquoi un PubliForum "Electricité et Société" ?	7
1.2. De quoi s'agit-il?	8
1.3. Les principales étapes du PubliForum "Electricité et Société"	8
1.4. Bilan et perspectives	10
2. Le panel de citoyens	11
3. Rapport du panel de citoyens	13
3.1 Préambule	13
3.2. Résumé	14
3.3. Electricité et environnement	16
3.4. Traitement des déchets radioactifs	19
3.5. Ethique	21
3.6. Economies d'énergie	23
3.7. Energies renouvelables et alternatives	26
3.8. Libéralisation du marché de l'électricité	30
3.9. Coûts externes	34
3.10. Taxes d'incitation et impôt sur l'énergie	36
3.11. Coordination au niveau international	38
4. Programme	41
5. Les experts interrogés	45
6. Groupe d'accompagnement, organisateurs et évaluateurs	47

7. Chanson PubliForum



## Préface

*Klaus Hug (Président du comité directeur TA)*

Qui aurait osé s'attendre à l'extraordinaire résonance du premier PubliForum suisse? Dans les médias, certes, mais encore et surtout chez tous ceux qu'il a rassemblés. Tout y a contribué: l'engagement, pour ne pas dire l'enthousiasme des citoyennes et citoyens qui lui ont prêté leur concours, le groupe d'accompagnement, le *team* de ses organisateurs, les invités, bref, tous ceux qui lui ont consacré du temps et de l'énergie. L'entreprise était hasardeuse, une aventure au vrai sens du terme, et il n'était pas d'emblée évident que le panel de citoyens la ferait réussir.

Vous avez maintenant en main le rapport de ce panel, fruit de trois week-ends passés à traiter intensivement du thème "Electricité et Société". Vingt-sept citoyennes et citoyens de notre pays y mettent en lumière leur conception de l'approvisionnement futur de la Suisse en courant électrique. Ils cherchent des solutions sans prétendre trouver les seules qui soient valables. Leurs propositions résultent simplement de l'avis qu'ils se sont forgé en tant que membre d'un panel composé de manière équilibrée, incarnant en quelque sorte la voix du peuple et exprimant ses craintes et ses soucis, mais aussi des idées et des souhaits.

Le Comité directeur TA a plaisir à constater la réussite de ce premier panel à l'échelle de la Suisse. Il se voit de ce fait renforcé dans son opinion que les PubliForums pourraient à l'avenir contribuer de manière sensible à détendre les rapports entre science, technique et société et à les ramener au niveau des faits.



# 1. **PubliForum Electricité et Société: une nouvelle vision des choses**

*Introduction du Programme TA*

## 1.1. **Pourquoi un PubliForum "Electricité et Société" ?**

C'est maintenant que l'avenir énergétique de la Suisse prend naissance, quelque part sur l'étroite frontière qui sépare le monde d'hier de celui de demain. De nouvelles recherches sont en cours, débouchant sur des développements technologiques prometteurs. Les transformations liées à la globalisation et à la libéralisation du marché de l'électricité soulèvent de nombreux espoirs, mais aussi beaucoup d'incertitudes. Le jeu politique se complexifie: plusieurs lois sont en discussion ou en préparation (loi sur l'énergie, loi sur le CO<sub>2</sub>, loi sur l'énergie nucléaire, réforme fiscale écologique) et plusieurs initiatives devraient être soumises au peuple dans les années à venir (initiatives "Energie et environnement", "Solaire", "Moratoire-plus" et "Sortir du nucléaire").

En réunissant une trentaine de citoyens et citoyennes de toute la Suisse, le PubliForum "Electricité et Société" a souhaité donner une nouvelle dimension au débat en cours et à venir, trop souvent dominé par les chiffres et les faits, ainsi que par les différents intérêts en jeu. Au cours de plusieurs jours d'intenses travaux, les citoyens et citoyennes participant au PubliForum "Electricité et Société" ont pu faire valoir leurs expériences quotidiennes, leurs préoccupations et leurs attentes pour que celles-ci soient prises en compte dans la future politique énergétique suisse. Par ailleurs, les discussions nourries entre citoyens et experts qui ont débouché sur le présent rapport devraient apporter des éléments favorisant un débat public sur la question d'un approvisionnement électrique tourné vers l'avenir.

## **1.2. De quoi s'agit-il?**

Le PubliForum organisé par le Programme TA suit le modèle des "conférences de consensus", mis au point au Danemark et repris dans plusieurs pays d'Europe (entre autres les Pays Bas, la Grande-Bretagne et la Norvège). Le PubliForum "Electricité et société" constitue de la sorte la première conférence de consensus jamais organisée en Suisse.

La méthode des conférences de consensus a été développée afin de favoriser la participation du public dans l'évaluation des choix technologiques, et a notamment été employée pour aborder les questions soulevées par la biotechnologie et le génie génétique. Elle offre ainsi des perspectives prometteuses pour revitaliser le débat démocratique à l'ère technologique.

Plus précisément, un groupe de citoyens et de citoyennes ordinaires met à la question des experts de son choix sur un enjeu technologique controversé et, ensuite, consigne ses principales recommandations dans un rapport remis au Parlement, aux autorités, aux différents groupes d'intérêt concernés et aux médias. Les enjeux technologiques dépassant largement des considérations purement scientifiques, la notion d'expertise est considérée largement: toute personne ayant des activités de nature scientifique, politique ou économique liées à la problématique abordée peut être appelée en tant qu'expert ou experte.

## **1.3. Les principales étapes du PubliForum "Electricité et Société"**

Le PubliForum constitue l'apothéose de près d'une année de travaux préparatoires, pendant lesquels le Programme TA a mis en place les éléments nécessaires à la création d'un véritable débat entre citoyens et experts.

Dans un premier temps, un groupe d'accompagnement a été constitué, afin d'épauler le bureau TA dans ses activités. Ainsi, les diverses étapes du PubliForum ont pu être validées par des experts des questions énergétiques, des représentants des différents intérêts en jeu et des spécialistes en méthodes participatives. Par exemple, la forme même du PubliForum, à savoir la liberté donnée aux citoyennes et citoyens pour formuler l'agenda des débats et le contenu de leur rapport, est le fruit d'intenses discussions au sein du groupe d'accompagnement, tout comme le moyen de recrutement des participants.



---

D'importants efforts ont été entrepris pour offrir aux citoyennes et aux citoyens participant au PubliForum une liste d'experts la plus large possible, qui leur donne la possibilité de choisir des experts provenant aussi bien de milieux scientifiques, politiques, économiques, que de l'administration ou des associations d'intérêts. Plusieurs centaines d'experts ont été contactés en Suisse, des recherches ont été effectuées à l'étranger, et pour chaque expert s'étant dit disposé à participer au PubliForum, un profil a été préparé, afin de faciliter le travail des citoyennes et citoyens au moment du choix.

La sélection des participants au PubliForum a été menée en parallèle à la recherche d'experts. Les candidats potentiels ont été recrutés dans le cadre d'un sondage d'opinion et par des annonces parues dans la presse. Sur les soixante candidatures parvenues au bureau TA, vingt-sept personnes ont été retenues afin de constituer un panel équilibré du point de vue de l'âge, de la langue, du sexe et de la profession.

A l'instar des conférences de consensus réalisées à l'étranger, les participants et participantes au PubliForum "Electricité et Société" se sont familiarisés avec les enjeux posés par l'avenir énergétique de la Suisse à l'aide d'une documentation spécialement préparée pour l'occasion et validée par le groupe d'accompagnement. Puis, ils ont pu approfondir leurs connaissances lors de deux week-ends de préparation, à l'issue desquels ils ont formulé les questions qu'ils souhaitaient adresser pendant le PubliForum et ont choisi une vingtaine d'experts en mesure de venir y répondre.

Le présent rapport contient les principales constatations et recommandations des citoyennes et citoyens participant au PubliForum, qu'ils ont consigné sur la base des réponses offertes par les experts et de leurs propres expériences et espoirs. Ils l'ont fait en toute indépendance, et la plupart des opinions et propositions contenues dans le rapport sont partagées par l'ensemble des participants. Il ne s'agit en aucun cas de clôturer le débat, et la discussion initiée par le PubliForum devrait pouvoir se poursuivre dans les milieux intéressés et avec le public.

L'ensemble des discussions qui se sont déroulées pendant le PubliForum ont été modérées par un médiateur professionnel, dont la tâche principale était de veiller à ce que le dialogue ainsi créé soit libre et indépendant et qu'il se déroule dans des conditions permettant à chaque point de vue de s'exprimer. Par ailleurs, les problèmes de langue dus à la présence de citoyennes et de citoyens des trois régions linguistiques ont été surmontés grâce à la précieuse collaboration d'interprètes et, lors de la rédaction du rapport, de traductrices.

## 1.4. Bilan et perspectives

Le PubliForum sera évalué par une organisation tierce, afin d'établir si le dialogue entre citoyens et experts s'est déroulé sur des bases claires et cohérentes et si le processus a répondu aux attentes des organisateurs. Néanmoins, nous sommes d'ores et déjà fiers de constater que nos efforts n'ont pas été vains. Bien qu'un groupe de vingt-sept citoyennes et citoyens ne puisse pas être qualifié de représentatif au sens statistique, nous avons été surpris de constater la richesse et la diversité des horizons représentés dans le panel de citoyens. Nous avons aussi été impressionnés par l'engagement des participants, qui ont consacré de leur plein gré trois week-ends de travail intensif au PubliForum. Et malgré la complexité du thème abordé, les citoyennes et citoyens ont su identifier les principaux enjeux et, surtout, formuler des prises de position et des recommandations nuancées et différenciées.

Finalement, le PubliForum nous a conforté dans l'idée de créer et multiplier des espaces de dialogue entre experts et citoyens ordinaires. D'un côté, les experts présents au PubliForum ont permis aux citoyennes et citoyens de fonder leurs jugements, ce qui impliquait dans certains cas de renoncer à des avis peut-être trop simplistes ou hâtifs. De l'autre côté, les experts ont été forcés à intégrer dans leur réflexion les craintes et les espoirs des citoyennes et des citoyens, soucieux de léguer un environnement digne aux générations futures, mais aussi soucieux de leurs intérêts de consommateurs et de travailleurs.

Le PubliForum "Electricité et Société" constitue une première étape vers le rapprochement de ces deux mondes trop éloignés l'un de l'autre, et nous espérons que d'autres dialogues, d'autres échanges suivront afin de démocratiser les discussions autour des choix technologiques et scientifiques.

## 2. Le panel de citoyens

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Lieu</i>	<i>Age</i>	<i>Occupation</i>
Bamert	Markus	Schübelbach-Bern	33	Ébéniste, en formation
Bippert	Jean-François	La Chaux-de-Fonds	62	Retraité
Brändle-Brauchle	Rita	Jona	56	Femme au foyer, employée de commerce
Caratsch	Marie-Theres	Schwyz	34	Architecte
Cherpillod	Lotty	Cortébert	60	Femme au foyer
Eggenberger	Hans	Buchs	73	Retraité
Fedier	Patrizia	Zurich	70	Thérapeute corporelle
Forrer	Athit	Riedwil	17	Apprenti employé de commerce
Habenicht	Martin	Kerzers	33	Electro Ingénieur HTL
Köpfer	Rolf	Thalwil	48	Diplômé d'une école commerciale (Private-Coach)
Kurmann	Carlo	Gordola	46	Architecte STS
Mabillard	Pierrette	Chippis	50	Administratrice

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Lieu</i>	<i>Age</i>	<i>Occupation</i>
Marcos	Luis	Eclépens	27	Architecte
Mettier	Thomas	Zurich	26	Diplômé Sciences naturelles ETH
Möhl	Margareta	Berne	43	Secrétaire
Oggier	Jean-Marie	Genève	45	Employé de commerce
Paloschi	Pierluigi Gianbattista	Berne	60	Journaliste libre profes- sionnel (GRJLP)
Perret-Moser	Maryse-A.	La Chaux-de- Fonds	64	Resp. interculturelle retraitée
Putschkar	Pierre	Cortailod	52	Rentier AI (ex mécanicien aviation)
Schalit	Tobias	Burgdorf	21	Étudiant
Scollo	Valérie Elena	Genève	20	Étudiante
Stutz	Lydia	Schaffhausen	65	Retraitée (ex sage-femme)
Trüssel	Peter	Berne	57	Fonctionnaire fédéral
Walpen	Alexandra	Berne	22	Étudiante
Wasem	Werner	Walliswil b. W.	38	Directeur de formation
Wintsch	Erich	Oberwil-Lieli	48	Conseiller en entreprises indépendant
Zanetti	Giancarla	Bern	39	Dessinatrice occasionnelle de bandes-dessinées, speakerine-rédactrice, sans- emploi

## **3. Rapport du panel de citoyens**

### **3.1 Préambule**

Ce rapport ne prétend pas apporter une solution aux questions relatives au thème "électricité et société". Il reflète les souhaits, les craintes et les idées du panel de citoyens. Les questions que nous avons soulevées ne représentent que la partie visible de l'iceberg. Dès lors, malgré des discussions intenses et après avoir interrogé les experts, il nous a été évidemment impossible de trouver un consensus sur toutes les questions. En particulier, une petite minorité des participants n'a pu s'identifier aux recommandations formulées sur le thème des taxes d'incitation. Cette minorité est d'avis qu'un nouvel impôt provoquerait un renchérissement des prix à la production, ce qui est inacceptable dans une économie caractérisée par la récession.

## 3.2. Résumé

Notre requête principale est de pouvoir subvenir à long terme à nos besoins futurs en énergie. Nous souhaitons donc un développement durable, ce qui implique de ne pas nuire aux générations futures par la production de déchets problématiques ou de gaz nuisibles au climat.

Puisque, selon nous, l'énergie atomique ne remplit pas les critères de développement durable, nous aspirons à en sortir le plus rapidement possible. Comme les énergies fossiles ne satisfont pas non plus à ces critères, deux possibilités s'offrent principalement à nous pour couvrir nos besoins futurs en électricité :

- développement des énergies renouvelables (y compris l'énergie hydraulique);
- économies d'électricité de manière générale et utilisation optimale de l'énergie électrique;

La libéralisation imminente du marché de l'électricité, avec la liberté de choix qui en résulte, rend possible la mise en place d'un important système incitatif permettant d'atteindre ces buts. Mais elle doit aller de pair avec une vérité et une transparence des coûts. Puisque les coûts externes ne se refléteront pas dans les prix dans un avenir proche, l'introduction simultanée d'une taxe d'incitation devient une nécessité absolue.

La structure des prix qui en résulte n'est pas, à elle seule, une incitation suffisante pour qu'une part significative de l'approvisionnement en électricité soit suffisamment rapidement basée sur les énergies renouvelables. Aussi celles-ci doivent être encouragées de manière ciblée. A ce jour plusieurs solutions techniques sont connues et se trouvent à divers stades de développement, mais il manque la volonté politique pour un tournant décisif. C'est là que chaque citoyenne et chaque citoyen peut apporter sa contribution.

Nous exigeons que dans le domaine des économies d'électricité, aussi, notre sens de la responsabilité et de l'initiative nous pousse à exploiter à fond les importants potentiels d'économies existants. Ceci ne peut cependant être atteint que si l'information est diffusée ouvertement et qu'un véritable dialogue puisse s'instaurer de toutes parts.

Nous sommes conscients que nous avons un long chemin plein d'embûches devant nous pour réussir à couvrir nos besoins en énergie à long terme. Comme il n'y a pas de raccourci en vue, il nous paraît important de nous mettre tout de suite au travail. Ce rapport n'est qu'un premier pas pour atteindre ce but...



*Le panel de citoyens*

### **3.3. Electricité et environnement**

#### **3.3.1. Question**

Qui est-ce qui assure un environnement "intact" face aux risques liés à la production d'électricité? Quels moyens (financiers, fiscaux, légaux, etc.) sont à disposition pour garantir un environnement "intact"?

#### **3.3.2. Experts principalement interrogés**

- Chaim Nissim (Contratom, Les Verts)
- Silva Semadeni (Conseillère nationale PS)

#### **3.3.3. Résumé des réponses des experts**

Indépendamment de l'existence de l'homme, la nature connaît un processus de développement constant qui entraîne des situations environnementales diverses à différents moments dans le temps. Pour cette raison, il est plus indiqué de parler de développement durable que d'un environnement "intact".

Un développement durable signifie que les besoins de la génération actuelle sont couverts sans hypothéquer les chances des générations futures. Bien que les générations futures fassent les frais de l'effet de serre, l'énergie nucléaire ne représente pas une alternative en raison du problème non résolu du stockage final des déchets. Une vraie alternative résiderait dans l'encouragement des énergies renouvelables qu'une taxe d'incitation pourrait rendre meilleure marché.

Nous disposons des moyens suivants en vue d'atteindre un développement durable dans le domaine de la production d'électricité:

- Des bases légales telles que l'article sur l'énergie, la loi sur la protection de l'environnement, la loi sur la protection des eaux, l'article sur l'énergie atomique, etc. Le Conseil fédéral et le Parlement sont compétents en matière de



---

minimisation des risques, et l'application de la législation est l'affaire des communes, des cantons et de la Confédération. Les instruments importants dans ce contexte sont les études d'impact sur l'environnement, le droit de recours des associations environnementales ainsi que les droits populaires (initiatives et référendum).

- Les initiatives citoyennes (p. ex. pétitions).
- Des instruments d'économie de marché, les plus importants étant la vérité des coûts, les taxes d'incitation et la transparence du marché (p. ex. en appliquant des labels de qualité).

### **3.3.4. Prise de position du panel de citoyens**

Les instruments de contrôle politiques cités par les expertes et experts sont importants mais ils ne nous libèrent pas de la prise en charge de notre propre responsabilité:

- A travers leur comportement de consommation, les citoyennes et citoyens détiennent un grand pouvoir.
- Cette responsabilité doit également se traduire au niveau de l'engagement politique en faveur des questions environnementales et du comportement lors de votations.

Nous exigeons à cet effet une information ciblée et transparente de la part des politiciennes et politiciens également.

De même, nous exigeons des acteurs économiques qu'ils assument leur responsabilité particulière dans ce domaine en effectuant par exemple plus d'investissements favorisant une utilisation efficace de l'énergie. Au niveau des biens de consommation, nous attendons une plus grande transparence, par ex. au moyen de l'introduction de labels de qualité. C'est là un défi que devraient aussi relever les associations de consommateurs.

Nombre de problèmes restent sans solution pour l'instant. C'est au courage des citoyennes et des citoyens qu'il est fait appel.



*Le panel de citoyens auditionne les experts  
dan la salle du Conseil national*

## **3.4. Traitement des déchets radioactifs**

### **3.4.1. Question**

Dans quelle mesure le traitement des déchets radioactifs, ainsi que le futur démantèlement des centrales nucléaires sont-ils gérés de façon sûre et responsable? Comment les citoyennes et les citoyens peuvent-ils contribuer à la recherche de solutions?

### **3.4.2. Experts principalement interrogés**

- Naegelin Roland (Président de la Commission fédérale pour la sécurité des installations nucléaires)
- Zuidema Piet (CEDRA, Chef de la section technique nucléaire et sécurité)

### **3.4.3. Résumé des réponses des experts**

Le danger potentiel du stockage final des déchets radioactifs est inférieur à celui de l'exploitation d'une centrale nucléaire. Dans le pire des cas, il peut se produire une contamination locale mais en aucun cas une catastrophe. Le risque d'une contamination locale est cependant très restreint.

Le problème du stockage final étant résolu sur le plan scientifique, il reste à déterminer l'emplacement qui est un problème purement politique. Aucun dépôt final ne pourra être construit contre la volonté de la population. L'emplacement du dépôt final doit être accepté et soutenu par les citoyennes et citoyens, chose qui requiert une certaine pensée collective.

Selon les propos d'un expert, les frais de l'élimination des déchets sont couverts et inclus dans les frais d'électricité. Selon un autre expert, ceci vaut seulement si des conditions optimales sont réunies. Les dépôts intermédiaires actuels sont sûrs, car sous contrôle constant.

#### **3.4.4. Prise de position du panel de citoyens**

Nous devons régler le problème de ces déchets, car il est impossible de revenir en arrière. Il nous faut donc disposer d'un dépôt final en Suisse.

Nous pensons que les experts mènent leurs travaux en leur âme et conscience, et qu'ils recherchent la sécurité maximale. Une sécurité absolue ne peut cependant jamais être garantie. Le malaise qui en ressort a pour conséquence que les citoyens et citoyennes n'ont pas la même perception des risques que les experts et s'opposent ainsi au stockage des déchets radioactifs. De plus, experts et citoyens parlent des langages différents, et ne peuvent/ne veulent ainsi pas se comprendre. Le choix d'un site de stockage n'est à notre avis pas seulement un problème politique, mais aussi un problème de différentes perceptions des risques et de communication.

Bien qu'on ne puisse pour l'instant pas stocker définitivement les déchets existants, d'autres déchets continuent d'être produits. Toutefois, comme aucune alternative à l'énergie atomique n'est en vue actuellement, nous n'avons pas réussi à nous accorder sur la possibilité de restreindre ce problème par une fermeture prématurée des centrales nucléaires. De même, la disposition des citoyennes et citoyens à faire des sacrifices éventuels varie considérablement dans le panel.

Il nous est difficile de juger si les frais de l'élimination des déchets sont réellement et entièrement couverts.

## **3.5. Ethique**

### **3.5.1. Question**

Un système de production et de consommation d'énergie doit-il répondre à des principes éthiques?

### **3.5.2. Experts principalement interrogés**

- Jakubec Joël (Président de l'Association pour l'appel de Genève APAG)
- Gysler Regula (Médecins pour l'environnement)

### **3.5.3. Résumé des réponses des experts**

On pourrait définir l'éthique de manière générale comme étant "la totalité des fondements moraux d'une société".

### **3.5.4. Prise de position du panel de citoyens**

L'éthique est souvent liée à l'éducation. Par ce fait même, elle est multiple.

Il faut considérer l'expert comme un citoyen éclairé par rapport aux connaissances du citoyen normal. Mais il ne faut pas croire qu'il ait la liberté de prendre les décisions à la place de la société.

L'éthique doit être intégrée dans notre vie quotidienne, par des actions individuelles.

Si nous produisons des déchets polluants, nous devons les assumer et garder ces derniers chez nous.

**"Primum nil nocere "**

Le fait d'être riche (pays ou individus) n'induit pas le droit de polluer plus.

L'énergie est un patrimoine dont tout citoyen a le droit de bénéficier et le devoir de préserver.

L'éthique est liée à la pensée et à la conscience de l'homme et elle évolue au fur et à mesure que les problèmes se présentent.

La science ne doit pas être au service du profit, mais de l'homme.

Il faut cultiver le discernement.

### **3.5.5. Proposition**

Nous souhaitons qu'une commission d'éthique puisse donner son avis sur les projets énergétiques. Les politiciens devraient tenir compte dans toutes leurs décisions des avis de cette commission d'éthique.

## **3.6. Economies d'énergie**

### **3.6.1. Question**

Quelles sont les possibilités d'économies d'énergie? Avec quels moyens et quelles mesures peut-on réaliser des économies d'énergie?

- a) Moyens techniques existants actuellement
- b) Comment peut-on sensibiliser les gens et changer leurs comportements

### **3.6.2. Experts principalement interrogés**

- Marbet Peter (Directeur suppléant des infrastructures, Novartis Services AG)
- Püntener Toni (Collaborateur à la Zürcher Energieberatung)

### **3.6.3. Résumé des réponses des experts**

Il est très clair que ce volet ne doit, en tous les cas, pas être négligé.

Nous avons été particulièrement intéressés par une hypothèse de travail amenée par un expert qui tend à la réduction de la consommation globale de 75% par rapport à celle d'aujourd'hui. Cette vision prospective nous a paru tout à fait réaliste.

- Des produits à basse consommation d'énergie existent et certains experts nous ont donné des exemples (ampoules à basse consommation, frigos performants, etc.).
- Il en a été de même pour des exemples de sensibilisation dans des entreprises qui ont réussi concrètement à réduire la consommation électrique de différents services dans une proportion intéressante.

### **3.6.4. Prise de position du panel de citoyens**

Pour atteindre ces objectifs, il faut bien entendu utiliser tous les moyens actuellement disponibles ainsi que vraisemblablement en créer de nouveaux.

En effet, il est possible tant sur le plan technique que sur le plan de la modification des habitudes de consommation d'économiser de manière significative l'énergie.

Au niveau technique, il serait nécessaire de fixer des normes très ambitieuses sur un court terme. Il s'agirait, par exemple, de donner le défi aux fabricants d'atteindre pour tous les appareils usuels (TV, frigos, ordinateurs, machines-à-laver, etc.) une consommation de 30 % inférieure à celle de la moyenne actuelle. Par le fait d'arriver à de telles performances ces appareils obtiendraient un label de qualité écologique.

### **3.6.5. Propositions**

Pour réaliser ce défi, nous proposons de:

- intensifier la communication afin de mettre en exergue les réalisations faisant la preuve de faibles consommations (produits techniques, bâtiments, etc.);
- offrir la possibilité à des produits innovateurs d'atteindre les éventuelles entreprises qui seraient disposées à poursuivre le développement jusqu'à la commercialisation (par le biais d'expositions subventionnées et soutenues par une information ciblée);
- donner la possibilité aux citoyens de soutenir financièrement ces projets dans le cadre d'une bourse aux innovations.



De manière plus générale, il serait souhaitable:

- que les ménages, l'industrie et les transports trouvent des solutions qui leurs soient propres, visant à une meilleure utilisation de l'énergie;
- qu'une information plus professionnelle et adaptée à la diffusion sur une large échelle (pas seulement sous forme de campagnes ponctuelles mais en continu) soit faite.
- que des programmes de sensibilisation soient entrepris dans les écoles (les enfants devenant ainsi les vecteurs de l'information vers leurs parents).
- d'exiger un étiquetage clair des produits.

Nous souhaitons par ailleurs:

- la création d'un site Internet et d'une adresse postale PubliForum auprès du TA afin d'inviter les citoyens à formuler leurs propositions;
- l'édition d'un catalogue exhaustif de mesures permettant aux citoyens concernés d'accéder de manière optimale aux informations relatives à une meilleure gestion de l'énergie.

Enfin, nous proposons de:

- mandater un organisme chargé d'entreprendre le calcul d'un quota énergétique pour les ménages aussi bien que pour les industries et le transport. Lorsque la consommation dépasserait la limite ainsi fixée, il s'agirait de renchérir le prix de la consommation excédentaire. Et, parallèlement, faire bénéficier par une réduction de prix le consommateur qui aurait réalisé des économies par rapport à son quota.

## 3.7. Energies renouvelables et alternatives

### 3.7.1. Question

A partir de quand et dans quelle proportion la future consommation d'électricité peut-elle être couverte par les énergies renouvelables et/ou alternatives?

- a) Le renouvellement des turbines va-t-il augmenter le potentiel de production ? Si oui, dans quelles proportions ?
- b) Quelles sont les chances et les risques de la géothermie (p. ex.: le "Hot-dry-Rock")?
- c) Quel est l'état de la recherche concernant la photosynthèse (notamment les cellules de Grätzel) ?
- d) Quelles sont les nouvelles possibilités qui existent pour le stockage et le transport de l'énergie électrique (p. ex.: supraconducteurs, nouvelles piles, etc.) ?
- e) Existe-t-il de nouvelles méthodes permettant de gagner de l'énergie qui sont encore peu connues du public ? Quel est l'état des choses?
- f) Quels sont les critères pour soutenir et pour promouvoir (financièrement) les énergies renouvelables/alternatives ? Qui décide de ces critères? Qui décide du soutien et de la promotion?

### 3.7.2. Experts principalement interrogés

- Häring Markus (Häring Geo-Project)
- Schärer Hans-Ulrich (Office fédéral de l'énergie, énergies renouvelables)
- Staiss Frithjof (Zentrum für Sonnenenergie- und Wasserstoffforschung (ZSW), Stuttgart)
- Lehmann Pierre (Société d'étude de l'environnement SEDE SA)

### 3.7.3. Résumé des réponses des experts

Il faut signaler que la production d'électricité suisse se fait aujourd'hui à env. 60% par le renouvelable (hydraulique) et à env. 40% par le nucléaire.

Les énergies alternatives, autres que l'hydraulique, représentent une part minime de la production suisse.

- a) *Renouvellement des turbines hydrauliques*: Oui, le renouvellement des turbines peut augmenter le potentiel de production, mais seulement de quelques pour cent pour les centrales hydrauliques.

Comme cela nous a été dit par un expert, les petites centrales au fil de l'eau peuvent aussi apporter une part non-négligeable: les petits ruisseaux font les grandes rivières!

- b) *Chances et risques de la géothermie*: Il n'y a pas de risque connu vu que la géothermie utilise la chaleur terrestre (nous avons une prise directe sur cette dernière, il n'est pas nécessaire de la retravailler). Cependant, certaines personnes parlent du refroidissement de la terre, mais cela ne semble pas significatif.

Les chances, quant à elles, selon l'expert en géothermie, bénéficient d'un potentiel énorme: disponibilité permanente, en tout lieu et en tout temps, sans déprédation du paysage, sans déchet et sans besoin de stockage.

Les prévisions présentées selon un scénario réaliste sont les suivantes: en 2050, 20% de la consommation actuelle d'énergie électrique pourraient être fournies par ce biais.

- c) *Photosynthèse*: La cellule de Grätzel en est seulement à l'état de recherche. Elle permettra peut-être une économie substantielle des coûts de production par rapport au photovoltaïque.
- d) *Stockage et transport de l'énergie électrique*: Au niveau du stockage, "les réservoirs d'énergie les plus connus, selon un des experts consultés, sont les lacs d'accumulation, d'une part, les piles et accumulateurs, d'autre part". On espère trouver des solutions utilisant de l'hydrogène et d'autres agents énergétiques chimiques.

En ce qui concerne le transport de l'énergie, la supraconductivité à haute température est à l'étude.

- e) *Nouvelles méthodes*: A part ce qui a été cité plus haut (géothermie et cellule de Grätzel), personne n'a évoqué de nouveautés "révolutionnaires" adaptées à notre pays.
- f) *Critères pour le soutien et la promotion des énergies renouvelables et/ou alternatives*: Là, nous n'avons pas eu de réponse d'experts en tant que telle. La commission fédérale de l'énergie a dit que "pour fixer les priorités de la recherche et du développement, l'OFEN bénéficie des conseils de la Commission fédérale pour la recherche énergétique (CORE). Celle-ci s'inspire de son Plan directeur 1996-1999, approuvé par le Conseil fédéral. L'intention est de consacrer aux énergies renouvelables des montants à peu près constants, mais en renforçant la part consacrée aux projets pilotes et de démonstration. C'est la ligne suivie jusqu'ici, et elle paraît toujours valable".

#### **3.7.4. Prise de position du panel de citoyens**

Il semble qu'il ne soit pas possible de remplacer la production nucléaire par la production alternative à court terme. Mais dans un contexte de développement durable, il faudra renoncer tant au nucléaire qu'au fossile. Il y a des techniques qui méritent d'être développées.

- a) *Renouvellement des turbines hydrauliques*: Dans notre problématique, il s'agit selon nous d'un investissement que l'on peut faire. Chaque pour cent compte !!!
- b) *Géothermie*: Il s'agit là d'une solution d'avenir avec de nombreux avantages et, semble-t-il peu d'inconvénients pour l'environnement.
- f) *Critères pour le soutien et la promotion des énergies renouvelables et/ou alternatives*: Nous avons été surpris par la modicité des budgets alloués à certaines recherches très prometteuses. Il est urgent d'investir plus d'argent et d'efforts pour l'encouragement de ces dernières.

#### **3.7.5. Synthèse**

Un certain nombre de solutions existent déjà, d'autres sont appelées à se développer et à se concrétiser. La volonté, de même que les moyens manquent! Et cela tant au niveau politique qu'économique.

---

D'après les prévisions, il est légitime de penser que les énergies renouvelables vont prendre une part importante dans la production d'énergie dans un futur proche.



*Travail de groupe pendant un week-end préparatoire*

## 3.8. Libéralisation du marché de l'électricité

### 3.8.1. Question

Quelles sont les conséquences de la libéralisation pour les consommateurs?

- a) Qui gagne, qui perd?
- b) La politique a-t-elle encore une influence? Quand, où et comment?
- c) Qu'en est-il des énergies renouvelables?
- d) Comment peut-on assurer la sécurité de l'approvisionnement général?
- e) Comment justifie-t-on que les coûts liés aux "investissements non amortissables" (INA) soient transférés sur les consommateurs?

### 3.8.2. Experts principalement interrogés

- Erdmann Georg (Université technologique de Berlin, Responsable du groupe systèmes énergétiques)
- Dupont Jean-François (Secrétaire général Communauté Electricité Romande)
- Wüstenhagen Rolf (Collaborateur scientifique, Institut für Wirtschaft und Ökologie - Université de St. Gall)

### 3.8.3. Résumé des réponses des experts

- a) *Qui gagne, qui perd:* L'économie nationale devrait en bénéficier à long terme, car la concurrence met fin au gaspillage de ressources (entraînant ainsi une baisse du prix du courant) et augmente la capacité concurrentielle de la Suisse - c'est là l'avis unanime des experts. Néanmoins, toute libéralisation est caractérisée par le fait que l'on ne peut pas en prévoir tous les détails, car elle connaît également son propre dynamisme. A court terme, nous ne serons pas tous à en profiter, ainsi par exemple les particuliers qui ne devraient bénéficier de la liberté de choix qu'à une phase ultérieure et certaines branches (comme par exemple celle de l'énergie ou certaines communes) qui seront naturellement touchées par les restructurations.

- 
- b) *Influence de la politique*: En principe, les citoyennes et citoyens disposent des instruments démocratiques habituels (c.-à-d. initiatives, procédures de consultation, référendum, droit de recours des associations, études d'impact) pour exercer leur influence. Cela s'applique tout autant pour la loi sur le marché de l'électricité que pour des projets à venir tels que par exemple l'initiative sur l'énergie solaire, l'initiative énergie et environnement, etc. De plus, l'octroi de concessions et de droits d'exploitation relève toujours des organes gouvernementaux. Toutefois, l'influence de l'État sur les coûts de production devrait être éliminée comme cela est souhaité. Si l'on introduit des taxes d'incitation, les prix de vente finaux continueront d'être déterminés dans une large mesure par les organes de l'État.
- c) *Énergies renouvelables*: Les experts s'accordent sur le fait qu'en l'absence de mesures d'accompagnement, l'utilisation des énergies renouvelables restera sensiblement entravée car la baisse des prix attendue les rendra encore moins concurrentielles qu'elles ne le sont aujourd'hui. Un handicap additionnel réside dans l'excédant d'électricité existant actuellement en Europe.
- d) *Sécurité de l'approvisionnement*: La garantie de l'approvisionnement réside dans le raccord garanti au réseau d'une part, dans un approvisionnement ininterrompu de courant d'autre part. De l'avis des experts, la meilleure façon d'y aboutir est de créer une société indépendante pour l'exploitation du réseau à caractère monopolistique, soumise à des directives d'exploitation correspondantes. Pour des raisons d'ordre financier, il faut s'attendre toutefois à des solutions indépendantes du réseau dans certains cas particuliers et prévoir d'autoriser celles-ci.
- e) *Investissements non amortissables (INA)*: La prétention au remboursement des INA se fonde en principe sur les modifications non prévisibles des conditions cadres telles que la création d'une situation de concurrence au moyen de la libéralisation du marché. Toutefois, il est contesté si un tel remboursement aura lieu, dans quelle mesure et par quel biais. Le seul fait qui se dessine plus ou moins clairement sous un point de vue économique - et encore - est que l'on accordera la préférence à un remboursement sous forme d'un versement unique plutôt qu'à un transfert des INA sur le prix du courant.

### **3.8.4. Prise de position du panel de citoyens**

Le panel de citoyens est en principe favorable à une libéralisation entraînant la transparence des coûts, une décartellisation des intérêts et une situation de concurrence offrant une liberté de choix pour tous. L'adhésion requiert toutefois que les mesures d'économie auxquelles on aspire ne s'en retrouvent pas entravées et que l'emploi des énergies renouvelables continue d'être encouragé et soutenu en Suisse. A cet effet, l'introduction d'une taxe d'incitation substantielle semble inéluctable, accompagnée le cas échéant d'un mix d'autres mesures d'accompagnement telles que l'accès garanti au réseau pour les producteurs d'énergies renouvelables, des quotas et des Bourses de courant.

### **3.8.5. Propositions**

Le panel de citoyens considère que l'on ne peut pas envisager raisonnablement que le particulier et le petit consommateur ne bénéficient de la liberté de choix que dix ans après l'entrée en vigueur de la loi sur le marché de l'énergie. A notre avis, cet objectif devrait être réalisé au maximum dans un délai de cinq ans, lorsque par exemple les centrales électriques locales auront été investies du mandat de représenter les intérêts de leurs clients finaux (c.-à-d. des habitants de leur région).

Le panel de citoyens exige que la part d'énergies renouvelables (sans l'énergie hydraulique) dépasse les 10 % de la consommation totale dans un délai de dix ans.

Les éventuelles injustices flagrantes résultant de la libéralisation sont à traiter individuellement et directement de façon à ne pas compliquer et diluer inutilement le principe de base.

Des mesures correspondantes doivent être prises pour soutenir les ressources autochtones, en particulier dans les cantons de montagne.





*La discussion bat son plein*

## 3.9. Coûts externes

### 3.9.1. Question

Comment peut-on inclure tous les coûts (y compris les coûts externes) dans le prix de l'électricité?

- a) Quelles seraient les conséquences pour la structure des prix?
- b) La "vérité des coûts" est-elle applicable socialement, politiquement et économiquement?

### 3.9.2. Experts principalement interrogés

- Strahm Rudolf (Conseiller national PS)
- Hirschberg Stefan (Institut Paul Scherrer)

### 3.9.3. Résumé des réponses des experts

Tous les experts s'accordent sur le fait que cela n'est possible que par le biais de taxes d'incitation prélevées sur le prix de l'électricité.

Les experts ne sont pas d'accord sur la question d'une estimation exacte des coûts externes (c'est une question de valeurs, de conséquences à long terme).

- a) *Conséquences pour la structure des prix*: Aucun expert ne peut répondre à cette question.
- b) *Vérité des coûts*: Oui, il est en principe possible que la vérité des coûts soit appliquée.

### 3.9.4. Prise de position du panel de citoyens

L'inclusion des coûts externes dans le prix de l'électricité est une question de volonté politique.

Nous sommes d'avis que tous les coûts (y compris les coûts externes) soient intégrés dans le prix de l'électricité aussi rapidement que possible.

La part des taxes d'incitation prévues pour couvrir les coûts externes devrait servir à alimenter un fonds destiné à financer les dommages qui se feront jour dans le long terme.



*Présentation du rapport*

## **3.10. Taxes d'incitation et impôt sur l'énergie**

### **3.10.1. Question**

Quels seraient les effets d'une augmentation du prix de l'électricité due à des taxes d'incitation et/ou à un impôt sur l'énergie sur le marché du travail? Dans quelle mesure une telle augmentation influencerait-elle la capacité concurrentielle de l'économie suisse?

### **3.10.2. Experts principalement interrogés**

- Wüstenhagen Rolf (collaborateur scientifique, Institut für Wirtschaft und Ökologie - Université de St. Gall)
- Strahm Rudolf (Conseiller national PS)

### **3.10.3. Résumé des réponses des experts**

La majorité des experts ont convenu qu'une augmentation du prix de l'électricité aurait un effet neutre, voire même positif, sur le marché de l'emploi.

Un représentant de l'industrie estime cependant que cela pourrait avoir des répercussions négatives sur le marché de l'emploi en Suisse.

Les structures économiques sont en proie depuis quelque temps déjà à une modification en profondeur (restructurations); l'introduction d'une taxe d'incitation ne devrait pas influencer ce processus de manière fondamentale.

Les avis des experts sont partagés en ce qui concerne l'usage des recettes de cette taxe d'incitation. On a presque l'impression qu'on ne sait pas quoi faire de tout cet argent.

#### 3.10.4. Prise de position du panel de citoyens

La majorité des citoyens et citoyennes participant au PubliForum est d'avis que l'introduction d'une taxe d'incitation aurait une répercussion positive sur la capacité concurrentielle de l'économie suisse. Le prélèvement d'une taxe d'incitation devrait être introduit le plus rapidement possible et le montant de celle-ci augmenté progressivement en fonction de la consommation d'électricité. Nous plaidons pour une distribution des recettes d'une telle taxe. Les disputes portant sur la clé de répartition de ces recettes ne doivent pas retarder l'introduction de la taxe d'incitation.

L'utilisation de ces recettes doit être liée à un but déterminé et devrait être réglée définitivement dans le cadre de la réforme fiscale écologique. D'ici là, nous proposons que les recettes soient affectées aux buts suivants:

- encouragement des énergies renouvelables;
- soutien et encouragement ciblés pour un usage rationnel de l'énergie;
- couverture des coûts liés aux restructurations (recyclage professionnel);
- coûts externes liés à la production d'électricité.

## 3.11. Coordination au niveau international

### 3.11.1. Question

Que font les responsables pour créer des conditions cadres permettant de faire valoir les objectifs suisses au niveau international?

- a) Quels sont les concepts permettant d'assurer l'approvisionnement d'électricité au niveau européen et international?
- b) Comment ces activités sont-elles coordonnées?

### 3.11.2. Experts principalement interrogés

- Renggli Martin (Office fédéral de l'énergie, Directeur du service politique énergétique)
- Wagner Andreas (Bundesverband WindEnergie e.V., Conseiller européen en politique de l'énergie et de l'environnement)

### 3.11.3. Résumé des réponses des experts

La coordination des objectifs suisses au niveau international se passe avant tout au niveau de l'adhésion et de la coopération à l'Agence internationale de l'énergie, à la Charte sur l'énergie, à la Convention sur la protection du climat, et à l'accord GATT/OMC. Par ailleurs, les programmes et les directives de l'UE sont pris en considération lors de la fixation d'objectifs et de l'implantation de mesures en Suisse.

- a) *Concepts européens et internationaux*: On peut par exemple citer la Charte européenne sur l'énergie (avril 1998), les directives du marché intérieur UE en matière d'électricité (1996), ainsi que le Livre blanc sur les énergies renouvelables et les directives européennes relatives à l'alimentation du réseau en énergie.

- 
- b) *Coordination*: Ces activités sont coordonnées par le biais d'un système complexe englobant les organisations internationales telles que la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil des ministres et les gouvernements des pays membres, ainsi que les différents groupes d'intérêt et lobbies.

#### **3.11.4. Prise de position du panel de citoyens**

On peut dire que les objectifs et mesures existants et prévus pour la Suisse sont compatibles avec les directives européennes et internationales. Toutefois, la Suisse n'est qu'un petit village global par rapport au monde. La protection de l'environnement ne connaît pas de frontières et ne se limite donc pas aux confins de notre pays. Des concepts applicables à l'échelle internationale existent mais ils n'ont pas été mis en pratique sur le plan politique jusqu'à présent en raison de conflits d'intérêts. Malgré notre rôle de pionnier présent et futur dans certains domaines, notre influence au niveau mondial est très restreinte. Dans le domaine de la production d'électricité, le besoin existe cependant de trouver des solutions globales à long terme ainsi que des moyens de contrôle.

#### **3.11.5. Propositions**

Le panel de citoyens souhaite que la Suisse introduise sans délai des solutions durables, même si celles-ci ne répondent pas à l'idéal d'une parfaite harmonisation internationale de la politique en matière d'énergie et d'environnement.

De plus, la place économique suisse ne doit pas perdre de son attractivité économique à force de rechercher la perfection.





## 4. Programme

*Vendredi 15 mai (Salle du Conseil National, Palais Fédéral)*

- 10:00-10:30:**                    **Ouverture officielle du PubliForum**  
Allocutions de:
- *Monsieur Ernst Leuenberger (Président du Conseil National)*
  - *Madame Verena Meyer (Présidente du Conseil Suisse de la Science)*
  - *Monsieur Ulrich Fischer (Conseiller national, Président de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE))*
- 10:30-11:00:**                    **De quoi s'agit-il ?**  
Les organisateurs décrivent le déroulement du PubliForum.  
Le panel de citoyens se présente et introduit les enjeux de discussion.
- 11:00-16:30:**                    **Début du dialogue entre experts et citoyens**
- 11:00-11:30:*                    Qui est-ce qui assure un environnement "intact" face aux risques liés à la production d'électricité? Quels moyens (financiers, fiscaux, légaux, etc.) sont à disposition pour garantir un environnement "intact"?
- 11:30-12:00:*                    Dans quelle mesure le traitement des déchets radioactifs, ainsi que le futur démantèlement des centrales nucléaires sont-ils gérés de façon sûre et responsable? Comment les citoyennes et les citoyens peuvent-ils contribuer à la recherche de solutions?
- 12:00-14:00:*                    Repas de midi

- 14:00-14:30:* Un système de production et de consommation d'énergie doit-il répondre à des principes éthiques?
- 14:30-15:00:* Quelles sont les possibilités d'économies d'énergie? Avec quels moyens et quelles mesures peut-on réaliser des économies d'énergie?
- 15:00-15:30:* Pause
- 15:30-16:30:* A partir de quand et dans quelle proportion la future consommation d'électricité peut-elle être couverte par les énergies renouvelables et/ou alternatives?
- 16:30-17:30: Discussion**
- dès 19:00: Le panel de citoyens se retire et fait le bilan de la première journée.**

*Samedi 16 Mai 1998 (Casino Berne, Burgerratssaal)*

- 9:00-12:00: Continuation du dialogue entre experts et citoyens**
- 9:00-9:45:* Quelles sont les conséquences de la libéralisation pour les consommateurs?
- 9:45-10:15:* Comment peut-on inclure tous les coûts (y compris les coûts externes) dans le prix de l'électricité?
- 10:15-10:45:* Pause
- 10:45-11:15:* Quels seraient les effets d'une augmentation du prix de l'électricité due à des taxes d'incitation et/ou à un impôt sur l'énergie sur le marché du travail? Dans quelle mesure une telle augmentation influencerait-elle la capacité concurrentielle de l'économie suisse?
- 11:15-11:45:* Que font les responsables pour créer des conditions cadres permettant de faire valoir les objectifs suisses au niveau international?

- 
- 14:00-16:00:**            **Discussion**  
Avec une allocution de bienvenue de Madame Dori Schaer-Born  
(Conseillère d'Etat du canton de Berne).
- dès 16:00:**            **Le panel de citoyens se retire et commence la rédaction du  
rapport contenant ses recommandations.**

*Lundi 18 mai 1998 (Casino Berne, Burgerratssaal)*

- 10:00-11:00:**            **Principaux résultats du PubliForum**  
Le panel de citoyens présente son rapport.
- 11:00-11:30:**            **Réactions**  
Plusieurs personnalités commentent le rapport et le PubliForum.
- *Monsieur Thomas Leisinger (membre comité directeur TA)*
  - *Monsieur René Longet (Président du groupe d'accompagnement  
du PubliForum)*
  - *Madame Brigitta Gadiant (Conseillère nationale, présidente de  
la Commission de la science, de l'éducation et de la culture  
(CSEC)).*
- 11:30-12:15:**            **Discussion**  
Le public est invité à interroger le panel de citoyens et à débattre du  
contenu du rapport.
- 12:15:**                    **Clôture du PubliForum**  
Sergio Bellucci, directeur du Programme TA Suisse
- 12:30-13:00:**            **Conférence de presse**
- Les principaux résultats en bref.
  - Questions à l'attention des citoyens et d'autres personnes  
concernées.



## 5. Les experts interrogés

<i>Nom</i>	<i>Organisation</i>
Chaim Nissim	Contratom, Les Verts
Dupont Jean-François	Secrétaire général Communauté Electricité Romande
Erdmann Georg	Université Technologique de Berlin, Responsable du groupe systèmes énergétiques
Gysler Regula	Médecins pour l'environnement
Häring Markus	Häring Geo-Project
Hirschberg Stefan	Institut Paul Scherrer
Jakubec Joel	Président de l'Association pour l'appel de Genève APAG
Lehmann Pierre	Société d'étude de l'environnement SEDE SA
Marbet Peter	Directeur suppléant des infrastructures, Novartis Services AG
Naegelin Roland	Président de la Commission fédérale pour la sécurité des installations nucléaires
Püntener Toni	Collaborateur à la Zürcher Energieberatung
Renggli Martin	Office fédéral de l'énergie, Directeur du service politique énergétique
Schärer Hans-Ulrich	Office fédéral de l'énergie, énergies renouvelables

---

<i>Nom</i>	<i>Organisation</i>
Silva Semadeni	Conseillère nationale PS
Staiss Frithjof	Zentrum für Sonnenenergie- und Wasserstoffforschung (ZSW), Stuttgart
Strahm Rudolf	Conseiller national PS
Wagner Andreas	Bundesverband WindEnergie e.V., Conseiller européen en politique de l'énergie et de l'environnement
Wüstenhagen Rolf	Collaborateur scientifique, Institut für Wirtschaft und Ökologie - Universität de St. Gall
Zuidema Piet	CEDRA, Chef de la section technique nucléaire et sécurité



*Les experts répondent aux questions des citoyens*

## 6. Groupe d'accompagnement, organisateurs et évaluateurs

	<i>Nom</i>	<i>Organisation</i>
<i>Groupe d'accompagnement</i>	Aegerter Irene	Union des Centrales Suisses d'Electricité, Zurich
	Baer Alec	Anciennement Office fédéral de l'énergie
	Caccia Fulvio	Conseiller national / membre du comité directeur TA
	Hörning Georg	Akademie für Technikfolgenabschätzung in Baden-Württemberg, Stuttgart
	Joss Simon	Centre for the Study of Democracy, Londres
	Kowalski Emil	CEDRA, Wettingen / Membre du comité directeur TA
	Longet René (Président du groupe d'accompagnement)	Société pour la protection de l'environnement, Genève / Membre du comité directeur TA
	Meier Ruedi	Économiste
	Renold Ursula	Fondation Suisse de l'Energie (FSE), Zurich
	Waldner Rosmarie	Tages Anzeiger, Zurich

	<i>Nom</i>	<i>Organisation / Fonction</i>
<i>Organisation du PubliForum</i>	Baeriswyl Michel	TA/CSS Assistant du Projet PubliForum
	Bellucci Sergio	TA/CSS Directeur du Programme TA
	Bütschi Danielle	TA/CSS Responsable du Projet PubliForum
	Hiltbold Jean-Pierre und Team	PUSH'n'PULL / Conseiller en communication
	Rey Lucienne	TA/CSS Relations publiques Programme TA
	Walpen Brigitta	TA/CSS Secrétariat Programme TA
<i>Modération</i>	Egger Ulrich	Egger, Philips + Partner AG, Zurich
<i>Evaluation</i>	Enderlin-Cavigelli Regula	Fondation Risiko-Dialog, St. Gall
	Schild Patrick	Fondation Risiko-Dialog, St. Gall



## 7. Chanson PubliForum

*(Sur l'air de l'hymne national)*

Voici le PubliForum  
C'est des femmes et puis des hommes  
Autant que c'était le cas autrefois  
Quand on n'avait qu'les bougies  
Pour tout'forme d'énergie  
On a cherché beaucoup mieux (bis)  
Mais on est resté bredouilles  
Et tout plein d'embrouilles.

On n'sait pas si la chaleur  
De la terre n'est pas un leurre  
Autant que c'était le cas, autrefois  
Pour les centrales atomiques  
Ces vestiges anachroniques  
Qu'on a cru qu'y avait rien d'mieux (bis)  
Qu'ces bacs de ciment minables  
Où y a rien de recyclable.

On n'sait pas si le soleil  
Nous fera gagner de l'oseille  
Autant que c'était le cas, autrefois  
Pour les belles centrales thermiques  
Menacées de secousses sismiques  
Alors nous cherchons bien mieux (bis)  
Une solution durable  
Pour un monde enfin vivable.

(de Maryse)